

EUROPE

Grande-Bretagne

Les sœurs Price cessent leur grève de la faim

Londres (A.F.P., A.P. Reuter). — Les deux sœurs Marion et Dolores Price ont cessé, dans la soirée du vendredi 7 juin, de mettre un terme à la grève de la faim qu'elles observaient depuis deux semaines. Les sœurs Price ont été condamnées à la détention à vie pour leur participation aux attentats de Londres en mars 1972, et elles sont actuellement incarcérées à la prison de Wandsworth. Les sœurs Price ont été condamnées à la prison à vie pour leur participation aux attentats de Londres en mars 1972, et elles sont actuellement incarcérées à la prison de Wandsworth.

Chypre

LE PRÉSIDENT MAKARIOS ACCUSE DE SUBVERSION LES OFFICIERS GRECS DE SA GARDE NATIONALE

Nicosie. — Le président Makarios a lancé jeudi 6 juin une violente attaque contre les officiers grecs de sa garde nationale (armée chypriote), qu'il a qualifiés de « subversifs » et de « traîtres ». Le chef de l'Etat chypriote a déclaré que les officiers grecs de sa garde nationale, en causant les troubles actuels, ont trahi leur devoir et leur serment.

Le président Makarios a déclaré que les officiers grecs de sa garde nationale, en causant les troubles actuels, ont trahi leur devoir et leur serment. Il a également accusé les officiers grecs de « trahison » et de « collaboration avec l'ennemi ».

Yougoslavie

LE MARCHELITO TITO ANNONCE LA RÉINTEGRATION POSSIBLE DE CADRES DESTITUÉS

Belgrade (A.F.P.). — Le maréchal Tito a implicitement annoncé jeudi soir à Belgrade que des dirigeants yougoslaves démis de leurs fonctions pourraient être réintégrés par le parti communiste. Le maréchal Tito a déclaré que les dirigeants démis de leurs fonctions pourraient être réintégrés par le parti communiste.

Le maréchal Tito a déclaré que les dirigeants démis de leurs fonctions pourraient être réintégrés par le parti communiste. Il a également mentionné que les dirigeants démis de leurs fonctions pourraient être réintégrés par le parti communiste.

Portugal

LE DIRECTEUR DU PRINCIPAL QUOTIDIEN DE LISBONNE CONTRAINT DE DÉMISSIONNER

Lisbonne (A.F.P.). — Le directeur du *Diário de Notícias*, le principal quotidien portugais, a démissionné vendredi 7 juin à la suite du conflit de rédaction politique déclenché la veille par les ouvriers de l'imprimerie de la capitale. Le directeur du *Diário de Notícias*, le principal quotidien portugais, a démissionné vendredi 7 juin à la suite du conflit de rédaction politique déclenché la veille par les ouvriers de l'imprimerie de la capitale.

Le directeur du *Diário de Notícias*, le principal quotidien portugais, a démissionné vendredi 7 juin à la suite du conflit de rédaction politique déclenché la veille par les ouvriers de l'imprimerie de la capitale. Il a également mentionné que les dirigeants démis de leurs fonctions pourraient être réintégrés par le parti communiste.

Le directeur du *Diário de Notícias*, le principal quotidien portugais, a démissionné vendredi 7 juin à la suite du conflit de rédaction politique déclenché la veille par les ouvriers de l'imprimerie de la capitale. Il a également mentionné que les dirigeants démis de leurs fonctions pourraient être réintégrés par le parti communiste.

Le directeur du *Diário de Notícias*, le principal quotidien portugais, a démissionné vendredi 7 juin à la suite du conflit de rédaction politique déclenché la veille par les ouvriers de l'imprimerie de la capitale. Il a également mentionné que les dirigeants démis de leurs fonctions pourraient être réintégrés par le parti communiste.

Le directeur du *Diário de Notícias*, le principal quotidien portugais, a démissionné vendredi 7 juin à la suite du conflit de rédaction politique déclenché la veille par les ouvriers de l'imprimerie de la capitale. Il a également mentionné que les dirigeants démis de leurs fonctions pourraient être réintégrés par le parti communiste.

Le directeur du *Diário de Notícias*, le principal quotidien portugais, a démissionné vendredi 7 juin à la suite du conflit de rédaction politique déclenché la veille par les ouvriers de l'imprimerie de la capitale. Il a également mentionné que les dirigeants démis de leurs fonctions pourraient être réintégrés par le parti communiste.

Le directeur du *Diário de Notícias*, le principal quotidien portugais, a démissionné vendredi 7 juin à la suite du conflit de rédaction politique déclenché la veille par les ouvriers de l'imprimerie de la capitale. Il a également mentionné que les dirigeants démis de leurs fonctions pourraient être réintégrés par le parti communiste.

POLITIQUE

M. GISCARD D'ESTAING A CHAMALIÈRES

« Je m'efforcerai de tirer les leçons de ce que j'ai appris comme maire dans l'exercice de mes fonctions de président »

De notre envoyé spécial. — Clermont-Ferrand. — M. Giscard d'Estaing, en sa qualité de maire de Chamalières, a tenu, vendredi 7 juin, une conférence de presse à la mairie de la commune. M. Giscard d'Estaing, en sa qualité de maire de Chamalières, a tenu, vendredi 7 juin, une conférence de presse à la mairie de la commune.

M. Giscard d'Estaing, en sa qualité de maire de Chamalières, a tenu, vendredi 7 juin, une conférence de presse à la mairie de la commune. Il a également mentionné que les dirigeants démis de leurs fonctions pourraient être réintégrés par le parti communiste.

M. Giscard d'Estaing, en sa qualité de maire de Chamalières, a tenu, vendredi 7 juin, une conférence de presse à la mairie de la commune. Il a également mentionné que les dirigeants démis de leurs fonctions pourraient être réintégrés par le parti communiste.

M. Giscard d'Estaing, en sa qualité de maire de Chamalières, a tenu, vendredi 7 juin, une conférence de presse à la mairie de la commune. Il a également mentionné que les dirigeants démis de leurs fonctions pourraient être réintégrés par le parti communiste.

M. Giscard d'Estaing, en sa qualité de maire de Chamalières, a tenu, vendredi 7 juin, une conférence de presse à la mairie de la commune. Il a également mentionné que les dirigeants démis de leurs fonctions pourraient être réintégrés par le parti communiste.

M. Giscard d'Estaing, en sa qualité de maire de Chamalières, a tenu, vendredi 7 juin, une conférence de presse à la mairie de la commune. Il a également mentionné que les dirigeants démis de leurs fonctions pourraient être réintégrés par le parti communiste.

M. Giscard d'Estaing, en sa qualité de maire de Chamalières, a tenu, vendredi 7 juin, une conférence de presse à la mairie de la commune. Il a également mentionné que les dirigeants démis de leurs fonctions pourraient être réintégrés par le parti communiste.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE COMMENTERA LA TÉLÉVISION LE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

M. Giscard d'Estaing a indiqué, vendredi 7 juin, à Chamalières, qu'il commenterait, mercredi 12 juin, à la télévision, le programme de lutte contre l'inflation adopté le matin même par le conseil des ministres.

Le président de la République a indiqué, vendredi 7 juin, à Chamalières, qu'il commenterait, mercredi 12 juin, à la télévision, le programme de lutte contre l'inflation adopté le matin même par le conseil des ministres.

Le président de la République a indiqué, vendredi 7 juin, à Chamalières, qu'il commenterait, mercredi 12 juin, à la télévision, le programme de lutte contre l'inflation adopté le matin même par le conseil des ministres.

Le président de la République a indiqué, vendredi 7 juin, à Chamalières, qu'il commenterait, mercredi 12 juin, à la télévision, le programme de lutte contre l'inflation adopté le matin même par le conseil des ministres.

Le président de la République a indiqué, vendredi 7 juin, à Chamalières, qu'il commenterait, mercredi 12 juin, à la télévision, le programme de lutte contre l'inflation adopté le matin même par le conseil des ministres.

Le président de la République a indiqué, vendredi 7 juin, à Chamalières, qu'il commenterait, mercredi 12 juin, à la télévision, le programme de lutte contre l'inflation adopté le matin même par le conseil des ministres.

Le président de la République a indiqué, vendredi 7 juin, à Chamalières, qu'il commenterait, mercredi 12 juin, à la télévision, le programme de lutte contre l'inflation adopté le matin même par le conseil des ministres.

Le président de la République a indiqué, vendredi 7 juin, à Chamalières, qu'il commenterait, mercredi 12 juin, à la télévision, le programme de lutte contre l'inflation adopté le matin même par le conseil des ministres.

SCIENCES

LA PEUR NUCLÉAIRE

III. - Et si ça sautait ?

Par NICOLAS VICHNEY

La France a mis en place toute une organisation administrative pour contrôler l'emploi de l'énergie nucléaire, mais tout se passe comme si nous ignorions le risque d'accident : le Monde - des 7 et 8 juin.

Les centrales nucléaires sont de merveilleuses machines, mais, comme toutes les machines, elles peuvent se dérégler. Et alors ? On peut tout contrôler... et on ne s'en est guère privé.

Mais il y a accident et accident. Une première façon de les classer consiste à les distinguer en fonction de leurs fréquences : ceux qui se produisent fréquemment, de temps à autre, exceptionnellement... Une autre méthode consiste à les classer selon les pertes qu'ils feraient subir à la population : nuls, faibles, importants.

Et les deux arrangements se regroupent : des accidents fréquents ne présentent aucun risque pour la population ; d'autres qui surviendraient plus rarement, et se trouveraient à l'origine d'un danger limité ; d'autres enfin qui seraient exceptionnels quant à leur fréquence et catastrophiques pour ce qui est de leurs conséquences.

« What if... ? »

Le débat des « What if... ? » tourne naturellement autour de ce qui se passe dans le cœur du réacteur, là où se trouvent le combustible et les neutrons radioactifs qui forment le « cœur ».

Co « cœur » est constitué pour l'essentiel d'un ensemble d'éléments combustibles : des gaines métalliques où est entreposé l'uranium enrichi. Disposés dans un caisson en acier, ces éléments combustibles baignent dans un flux d'eau légère (c'est-à-dire de l'eau ordinaire) qui remplit à la fois la fonction de modérateur (ses propriétés physiques permettent aux réactions en chaîne de s'établir au sein du combustible) et la fonction de fluide caloporteur en évacuant les calories qui se forment au sein du combustible.

Cet agencement se complète d'un lot de barres dites « de contrôle », qui sont introduites très rapidement et éliminent alors les réactions nucléaires.

Et si certains éléments combustibles venaient à être perdus, inlassablement ?

Le plus grave accident que l'on puisse imaginer

Il n'y a pas mille manières de se trouver en présence d'un LOCA. Après évacuation de calories au contact des éléments combustibles, l'eau se vaporise jusqu'à un échangeur de chaleur où elle s'en débarrasse et revient dans le caisson, accomplissant un circuit fermé. Pour contrôler ce processus, on utilise un système qui, l'eau, et malheureusement il suffit : c'est que le caisson en acier où se trouvent les éléments combustibles se fende, ou que l'une des canalisations ramenant l'eau vers le caisson se rompe.

Une fissuration du caisson qui s'élargit jusqu'à une déchirure, laissant s'échapper l'eau de refroidissement, est le risque qui préoccupe le plus les responsables techniques lorsqu'il envisagent l'acquisition de centrales de modèle américain. Mais aux États-Unis, à tort ou à raison, on considère qu'une telle éventualité ne mérite pas d'être prise en considération, et on la écarte.

En revanche, le risque inhérent à une rupture d'une canalisation est pris très au sérieux. En effet, pour les Américains, voir s'échapper de l'eau d'une telle rupture toute l'eau du circuit de refroidissement constitue le plus grand danger.

En fondant et en s'assemblant d'une manière différente, la matière fissile ne risque-t-elle pas d'engendrer une « masse critique » analogue à celle que l'on forme au sein d'une arme atomique pour la faire détoner ?

En revanche, le risque inhérent à une rupture d'une canalisation est pris très au sérieux. En effet, pour les Américains, voir s'échapper de l'eau d'une telle rupture toute l'eau du circuit de refroidissement constitue le plus grand danger.

En fondant et en s'assemblant d'une manière différente, la matière fissile ne risque-t-elle pas d'engendrer une « masse critique » analogue à celle que l'on forme au sein d'une arme atomique pour la faire détoner ?

En revanche, le risque inhérent à une rupture d'une canalisation est pris très au sérieux. En effet, pour les Américains, voir s'échapper de l'eau d'une telle rupture toute l'eau du circuit de refroidissement constitue le plus grand danger.

En fondant et en s'assemblant d'une manière différente, la matière fissile ne risque-t-elle pas d'engendrer une « masse critique » analogue à celle que l'on forme au sein d'une arme atomique pour la faire détoner ?

En revanche, le risque inhérent à une rupture d'une canalisation est pris très au sérieux. En effet, pour les Américains, voir s'échapper de l'eau d'une telle rupture toute l'eau du circuit de refroidissement constitue le plus grand danger.

En fondant et en s'assemblant d'une manière différente, la matière fissile ne risque-t-elle pas d'engendrer une « masse critique » analogue à celle que l'on forme au sein d'une arme atomique pour la faire détoner ?

En revanche, le risque inhérent à une rupture d'une canalisation est pris très au sérieux. En effet, pour les Américains, voir s'échapper de l'eau d'une telle rupture toute l'eau du circuit de refroidissement constitue le plus grand danger.

En fondant et en s'assemblant d'une manière différente, la matière fissile ne risque-t-elle pas d'engendrer une « masse critique » analogue à celle que l'on forme au sein d'une arme atomique pour la faire détoner ?

En revanche, le risque inhérent à une rupture d'une canalisation est pris très au sérieux. En effet, pour les Américains, voir s'échapper de l'eau d'une telle rupture toute l'eau du circuit de refroidissement constitue le plus grand danger.

En fondant et en s'assemblant d'une manière différente, la matière fissile ne risque-t-elle pas d'engendrer une « masse critique » analogue à celle que l'on forme au sein d'une arme atomique pour la faire détoner ?

En revanche, le risque inhérent à une rupture d'une canalisation est pris très au sérieux. En effet, pour les Américains, voir s'échapper de l'eau d'une telle rupture toute l'eau du circuit de refroidissement constitue le plus grand danger.

On peut écarter les premiers : ils relèvent des incidents qui gênent l'exploitation de toute installation industrielle. Les seconds peuvent et doivent être éliminés moyennant un ensemble de précautions convenables. Restent les troisième, ceux qui seraient engendrés par les défaillances simultanées de tous les dispositifs de sécurité prévus pour empêcher ce qui aboutirait à l'initiation d'une quantité de produits radioactifs suffisamment grave pour mettre en péril des milliers, voire des dizaines de milliers de personnes. C'est à prévenir et à empêcher des catastrophes de ce genre que les techniciens américains ont travaillé particulièrement en mettant au point un nouveau concept : celui du « défense en profondeur » ; le dessein conçu à partir du risque d'accident.

Mais tout le soin qu'il y ont mis n'a pas empêché d'ailleurs d'être plus loin encore et de demander : « What if... ? » Et si tel ou tel de ces dispositifs ou de ces super-dispositifs venait, quand même, à ne pas fonctionner ?

La parade, les techniciens affirment, l'aurait trouvée. Finalement, il s'agit de deux choses : d'une part, dans le sens du terme, — empêcher l'accident, en met en place un dispositif de secours qui est à même de fournir une eau de remplacement en quantité suffisante et dans des délais suffisamment brefs pour éviter toute fusion d'éléments combustibles. Tous les centrales en sont dotées : c'est l'E.C.C.S. (Emergency Core Cooling System) système de refroidissement d'urgence du cœur.

Et si les barres de contrôle venaient à ne pas fonctionner, ce qui empêcherait de freiner le réacteur ? Question facile ! On a simplement doublé leur mécanisme de commande.

Et si l'eau venait, pour une raison ou une autre, à manquer ? Pensez l'eau est indispensable à la réaction nucléaire, sans absence ne conduirait-elle pas le réacteur à s'échauffer de lui-même ? De plus, il suffit de mettre en place les barres de contrôle pour tout arrêter.

Hélas ! Les choses ici ne sont pas si simples et le manque d'eau constitue l'un des plus graves préoccupations des techniciens. Aux États-Unis, on lui a même donné un nom : c'est le LOCA (Loss of Coolant Accident, accident dû au manque de fluide de refroidissement).

Paradoxalement, c'est la Commission américaine de l'énergie atomique qui, en 1965, a été la première à mettre la tête au feu.

D'abord en émettant l'avis que l'existence d'un LOCA n'était pas une hypothèse à exclure de l'étude des centrales nucléaires.

Ensuite, en constatant de publier les résultats d'une expérience réalisée en 1970 dans le plus récent et le moins connu des centres de recherche, celui installé sur les hauteurs plates de Idaho.

Alors, faute d'eau — et c'est tout — l'opération a été menée à son terme, et elle ne s'est guère terminée autrement.

Ce fut à travers tous les États-Unis, un beau roman-mélange. Face à une A.E.C. embarrassée, les constructeurs de centrales se débattaient, arguant, non sans quelque raison, que l'expérience n'était pas représentative de ce qui se passerait dans la réalité.

Finalement, on entendit pour la première fois avec bien plus de moyens en lançant le programme LOFT (Loss of fluid test : test sur la perte de fluide) ; l'usine prototype, toujours dans Idaho, on imposa à un réacteur construit tout exprès, un LOCA pour voir comment se comporte son E.C.C.S. Pour assister à l'opération, à distance respectueuse, il y aura sans doute beaucoup de monde, si l'on en croit le nombre de spécialistes qui viendront tout au long de l'année 1973 donner

commission américaine de l'énergie atomique (juillet 1973) décrit en détail ce qui pourrait se passer :

— la matière fondue tomberait dans l'eau qui recouvrirait le fond du caisson ; d'un intense dégagement de vapeur ;

— des réactions chimiques fortement exothermiques ; c'est-à-dire dégagement de l'énergie — se produisant entre la matière fondue, le mélange d'eau et de vapeur et les matériaux de structure ; d'un fort dégagement d'hydrogène.

— Ces divers phénomènes provoqueraient éventuellement des déplacements ou des ruptures dans les barrières successives — le caisson en acier, l'enceinte de confinement en béton — qui sont chargées de contenir les produits de fission hautement radioactifs, lesquels se disperseraient hors de la centrale.

Le feu aux poudres

Leur avis sur le refroidissement du cœur d'un réacteur au Joint Committee on Atomic Energy et Comité parlementaire mixte du Sénat et de la Chambre des représentants ; le comité mixte, de leurs témoignages ne couvre pas moins de 22 000 pages.

Finalement, détracteurs et critiques des centrales nucléaires mesurent des points. L'industrie nucléaire vit, mais seulement les produits de fission hautement radioactifs, lesquels se disperseraient hors de la centrale.

— Ce message des antinucléaires n'est pas, dans le cadre de l'industrie de l'alimentation animale, par suite d'une réglementation stricte de l'usage des aliments destinés aux animaux.

Quant à l'emploi des hormones de synthèse il est interdit, il convient de faire la distinction entre ce qui est d'une part, réglementé et strictement contrôlé, d'autre part, de ce qui peut être utilisé librement à des fins sans danger thérapeutiques et sans contrôle par suite de l'absence de réglementation de la pharmacie vétérinaire.

La fabrication des aliments des animaux n'a pas à être mise en cause. La législation qui la concerne est parfaitement mise au point et appliquée de longue date.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

EDUCATION

LES DATES DES VACANCES SCOLAIRES POUR L'ANNÉE 1974-1975

LA GRÈVE DES ENSEIGNANTS DE LA RÉGION PARISIENNE

La rentrée aura lieu le lundi 16 septembre

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe le calendrier de l'année scolaire 1974-1975. Une seule modification par rapport au projet d'arrêté (le Monde du 3-4 mai 1974) : pour tous les enseignants, soit un jour plus tôt et durant donc un jour de plus — pour les enseignants du secondaire. En 1975, d'autre part, les enseignants du secondaire et de la date de l'année, qui est plus avancée qu'en 1974.

Un arrêté publié au Journal officiel du 6 juin 1974 fixe

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

LA MAISON A L'ÉCOLE

Il était une fois à Saint-Étienne un urbaniste qui se débattait du voir la population indifférente à l'aménagement du cadre de vie. Il pensa qu'il fallait combattre vers lui cette passivité et sensibiliser les enfants à la maîtrise de l'espace de l'école maternelle. Depuis quatre ans à Saint-Étienne, de



chaque chose à la place où elle occupait autrefois.

Autre exemple : l'exploration d'un étage de l'école et la tentative de représentation du plan — exercice difficile — ont été entreprises.

Enfin, les enfants d'un quartier ont de Saint-Étienne ont

pu à un an dans quinze villes de France, des équipes composées d'urbanistes, d'architectes, d'industriels et de conseillers pédagogiques donneront à des enfants de quatre à six ans l'occasion de concevoir et de transformer leur cadre de vie — la classe ou l'école, — afin qu'ils aient plus tard que la vie de la ville dépende aussi d'eux.

Avec des enfants qui n'ont souvent pas le droit de changer le plan des maudites deux ou trois chambres, les instituteurs ont, par exemple, vidé entièrement la classe de son mobilier pour ne la transformer qu'en un espace de jeu où les enfants jouent volontiers.

DES DESSINS POUR UNE MAISON DES ARGENT-TOURTES. — Les quarante projets proposés par des élèves en architecture à la suite d'un concours d'été lancé par le conseil régional

de Paris de l'Ordre des architectes sont exposés pendant trois jours, du samedi 8 au lundi 10 juin, de 10 heures à 18 heures, au Grand Palais, salle nord de la rue de la Seine 10.

GAPE, 25, boulevard Raspail, Paris-14, tél. 54-48-45, exposition tous les jours de 10 heures à 18 heures, du 9 au 10 juin, au Foyer international de Paris, rue Cambrai, Paris-14, même adresse.

DES DESSINS POUR UNE MAISON DES ARGENT-TOURTES. — Les quarante projets proposés par des élèves en architecture à la suite d'un concours d'été lancé par le conseil régional

de Paris de l'Ordre des architectes sont exposés pendant trois jours, du samedi 8 au lundi 10 juin, de 10 heures à 18 heures, au Grand Palais, salle nord de la rue de la Seine 10.

GAPE, 25, boulevard Raspail, Paris-14, tél. 54-48-45, exposition tous les jours de 10 heures à 18 heures, du 9 au 10 juin, au Foyer international de Paris, rue Cambrai, Paris-14, même adresse.

DES DESSINS POUR UNE MAISON DES ARGENT-TOURTES. — Les quarante projets proposés par des élèves en architecture à la suite d'un concours d'été lancé par le conseil régional

de Paris de l'Ordre des architectes sont exposés pendant trois jours, du samedi 8 au lundi 10 juin, de 10 heures à 18 heures, au Grand Palais, salle nord de la rue de la Seine 10.

GAPE, 25, boulevard Raspail, Paris-14, tél. 54-48-45, exposition tous les jours de 10 heures à 18 heures, du 9 au 10 juin, au Foyer international de Paris, rue Cambrai, Paris-14, même adresse.

DES DESSINS POUR UNE MAISON DES ARGENT-TOURTES. — Les quarante projets proposés par des élèves en architecture à la suite d'un concours d'été lancé par le conseil régional

de Paris de l'Ordre des architectes sont exposés pendant trois jours, du samedi 8 au lundi 10 juin, de 10 heures à 18 heures, au Grand Palais, salle nord de la rue de la Seine 10.

GAPE, 25, boulevard Raspail, Paris-14, tél. 54-48-45, exposition tous les jours de 10 heures à 18 heures, du 9 au 10 juin, au Foyer international de Paris, rue Cambrai, Paris-14, même adresse.

DES DESSINS POUR UNE MAISON DES ARGENT-TOURTES. — Les quarante projets proposés par des élèves en architecture à la suite d'un concours d'été lancé par le conseil régional

de Paris de l'Ordre des architectes sont exposés pendant trois jours, du samedi 8 au lundi 10 juin, de 10 heures à 18 heures, au Grand Palais, salle nord de la rue de la Seine 10.

GAPE, 25, boulevard Raspail, Paris-14, tél. 54-48-45, exposition tous les jours de 10 heures à 18 heures, du 9 au 10 juin, au Foyer international de Paris, rue Cambrai, Paris-14, même adresse.

DES DESSINS POUR UNE MAISON DES ARGENT-TOURTES. — Les quarante projets proposés par des élèves en architecture à la suite d'un concours d'été lancé par le conseil régional

URBANISME

LE CONGRÈS DES PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS

Les révolutions nées de l'incohérence des villes

La Bourse. — Comment s'explique-t-on sinon l'effondrement de la Bourse des prix des terrains qui entraîne la dégradation sociale et un urbanisme anarchique ? La question était une fois de plus au cœur de la plupart des débats qui se sont déroulés à la Bourse, du 8 au 9 juin, dans le cadre du congrès de la Fédération nationale des promoteurs-constructeurs.

M. Michel Crutet, président de la Fédération, a renouvelé sa proposition de taxa foncière qui constituerait, selon lui, à côté de la taxe sur la valeur ajoutée, un véritable impôt foncier.

Mais M. Robert Galley, le nouveau ministre de l'équipement, n'a pas fait connaître sa position dans ce domaine et il paraît peu probable que le projet de loi créant une taxe locale d'urbanisme (T.L.U.) soit voté.

M. Olivier Guichard, son président, dans un message adressé aux congressistes, il a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Jean Boiteux, vice-président de la Fédération, a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Jean Boiteux, vice-président de la Fédération, a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Jean Boiteux, vice-président de la Fédération, a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Jean Boiteux, vice-président de la Fédération, a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Jean Boiteux, vice-président de la Fédération, a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Jean Boiteux, vice-président de la Fédération, a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Jean Boiteux, vice-président de la Fédération, a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Jean Boiteux, vice-président de la Fédération, a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Jean Boiteux, vice-président de la Fédération, a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Jean Boiteux, vice-président de la Fédération, a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Jean Boiteux, vice-président de la Fédération, a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Jean Boiteux, vice-président de la Fédération, a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Jean Boiteux, vice-président de la Fédération, a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Jean Boiteux, vice-président de la Fédération, a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Jean Boiteux, vice-président de la Fédération, a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Jean Boiteux, vice-président de la Fédération, a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Jean Boiteux, vice-président de la Fédération, a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Jean Boiteux, vice-président de la Fédération, a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Jean Boiteux, vice-président de la Fédération, a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

être moins hostile à la T.L.U. que l'on ne le croit. M. Crutet, promoteur parisien, a déclaré que son organisme ne se prononce pas sur la question, mais qu'il est prêt à s'engager à la construction de logements sociaux à des conditions économiques raisonnables.

M. Crutet a rappelé que les révolutions nées de l'incohérence des villes sont le résultat de la dégradation sociale et d'un urbanisme anarchique.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

CARNET

Naissances

M. et Mme Philippe Hellebrun ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, né le 10 juin 1974, à 6, place Furstenberg, Paris-8.

Nécrologie

M. et Mme Jeanne-Renée, née de la Roche, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, né le 10 juin 1974, à 6, place Furstenberg, Paris-8.

M. et Mme Jeanne-Renée, née de la Roche, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, né le 10 juin 1974, à 6, place Furstenberg, Paris-8.

M. et Mme Jeanne-Renée, née de la Roche, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, né le 10 juin 1974, à 6, place Furstenberg, Paris-8.

M. et Mme Jeanne-Renée, née de la Roche, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, né le 10 juin 1974, à 6, place Furstenberg, Paris-8.

M. et Mme Jeanne-Renée, née de la Roche, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, né le 10 juin 1974, à 6, place Furstenberg, Paris-8.

M. et Mme Jeanne-Renée, née de la Roche, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, né le 10 juin 1974, à 6, place Furstenberg, Paris-8.

M. et Mme Jeanne-Renée, née de la Roche, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, né le 10 juin 1974, à 6, place Furstenberg, Paris-8.

M. et Mme Jeanne-Renée, née de la Roche, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, né le 10 juin 1974, à 6, place Furstenberg, Paris-8.

M. et Mme Jeanne-Renée, née de la Roche, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, né le 10 juin 1974, à 6, place Furstenberg, Paris-8.

M. et Mme Jeanne-Renée, née de la Roche, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, né le 10 juin 1974, à 6, place Furstenberg, Paris-8.

M. et Mme Jeanne-Renée, née de la Roche, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, né le 10 juin 1974, à 6, place Furstenberg, Paris-8.

M. et Mme Jeanne-Renée, née de la Roche, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, né le 10 juin 1974, à 6, place Furstenberg, Paris-8.

M. et Mme Jeanne-Renée, née de la Roche, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, né le 10 juin 1974, à 6, place Furstenberg, Paris-8.

M. et Mme Jeanne-Renée, née de la Roche, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, né le 10 juin 1974, à 6, place Furstenberg, Paris-8.

M. et Mme Jeanne-Renée, née de la Roche, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, né le 10 juin 1974, à 6, place Furstenberg, Paris-8.

M. et Mme Jeanne-Renée, née de la Roche, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, né le 10 juin 1974, à 6, place Furstenberg, Paris-8.

M. et Mme Jeanne-Renée, née de la Roche, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, né le 10 juin 1974, à 6, place Furstenberg, Paris-8.

M. et Mme Jeanne-Renée, née de la Roche, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, né le 10 juin 1974, à 6, place Furstenberg, Paris-8.

M. et Mme Jeanne-Renée, née de la Roche, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, né le 10 juin 1974, à 6, place Furstenberg, Paris-8.

M. et Mme Jeanne-Renée, née de la Roche, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, né le 10 juin 1974, à 6, place Furstenberg, Paris-8.

M. et Mme Jeanne-Renée, née de la Roche, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, né le 10 juin 1974, à 6, place Furstenberg, Paris-8.

M. et Mme Jeanne-Renée, née de la Roche, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, né le 10 juin 1974, à 6, place Furstenberg, Paris-8.

M. et Mme Jeanne-Renée, née de la Roche, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, né le 10 juin 1974, à 6, place Furstenberg, Paris-8.

M. et Mme Jeanne-Renée, née de la Roche, ont la douleur de faire part du décès de leur fils, né le 10 juin 1974, à 6, place Furstenberg, Paris-8.

ETIENNE MAILLET.

STOP AUX DÉMOLITIONS RUE OUDINOT. — Par une décision du 7 juin, le tribunal de grande instance de Paris, ordonne qu'il soit mis fin à la démolition de l'immeuble de la rue Oudinot, à Paris, jusqu'à la fin de l'année 1974.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

M. Crutet a souligné l'urgence de l'opération d'habitat et a insisté sur le fait que l'habitat n'est pas un droit de propriété, mais un droit de logement.

TOURISME

L'ancien sous-préfet de Grasse devient président du conseil d'administration du Palm Beach à Cannes.

De notre correspondant

Le Journal officiel du 22 mai 1974. M. François Lart, qui est âgé de cinquante-neuf ans, avait précédemment occupé de nombreux postes dans les cabinets ministériels. Il succède à M. Jean-Robert Tassin, président-directeur général du Palm Beach de 1968 au 22 novembre 1973, date à laquelle il avait démissionné pour raisons personnelles.

M. Lart, deux directeurs généraux, a été nommé, M. Robert Faure, auparavant secrétaire général du Palm Beach, et M. François Lart, qui succède à M. Jean-Robert Tassin, président-directeur général du Palm Beach de 1968 au 22 novembre 1973, date à laquelle il avait démissionné pour raisons personnelles.

M. Lart, deux directeurs généraux, a été nommé, M. Robert Faure, auparavant secrétaire général du Palm Beach, et M. François Lart, qui succède à M. Jean-Robert Tassin, président-directeur général du Palm Beach de 1968 au 22 novembre 1973, date à laquelle il avait démissionné pour raisons personnelles.

M. Lart, deux directeurs généraux, a été nommé, M. Robert Faure, auparavant secrétaire général du Palm Beach, et M. François Lart, qui succède à M. Jean-Robert Tassin, président-directeur général du Palm Beach de 1968 au 22 novembre 1973, date à laquelle il avait démissionné pour raisons personnelles.

M. Lart, deux directeurs généraux, a été nommé, M. Robert Faure, auparavant secrétaire général du Palm Beach, et M. François Lart, qui succède à M. Jean-Robert Tassin, président-directeur général du Palm Beach de 1968 au 22 novembre 1973, date à laquelle il avait démissionné pour raisons personnelles.

M. Lart, deux directeurs généraux, a été nommé, M. Robert Faure, auparavant secrétaire général du Palm Beach, et M. François Lart, qui succède à M. Jean-Robert Tassin, président-directeur général du Palm Beach de 1968 au 22 novembre 1973, date à laquelle il avait démissionné pour raisons personnelles.

M. Lart, deux directeurs généraux, a été nommé, M. Robert Faure, auparavant secrétaire général du Palm Beach, et M. François Lart, qui succède à M. Jean-Robert Tassin, président-directeur général du Palm Beach de 1968 au 22 novembre 1973, date à laquelle il avait démissionné pour raisons personnelles.

M. Lart, deux directeurs généraux, a été nommé, M. Robert Faure, auparavant secrétaire général du Palm Beach, et M. François Lart, qui succède à M. Jean-Robert Tassin, président-directeur général du Palm Beach de 1968 au 22 novembre 1973, date à laquelle il avait démissionné pour raisons personnelles.

M. Lart, deux directeurs généraux, a été nommé, M. Robert Faure, auparavant secrétaire général du Palm Beach, et M. François Lart, qui succède à M. Jean-Robert Tassin, président-directeur général du Palm Beach de 1968 au 22 novembre 1973, date à laquelle il avait démissionné pour raisons personnelles.

M. Lart, deux directeurs généraux, a été nommé, M. Robert Faure, auparavant secrétaire général du Palm Beach, et M. François Lart, qui succède à M. Jean-Robert Tassin, président-directeur général du Palm Beach de 1968 au 22 novembre 1973, date à laquelle il avait démissionné pour raisons personnelles.

M. Lart, deux directeurs généraux, a été nommé, M. Robert Faure, auparavant secrétaire général du Palm Beach, et M. François Lart, qui succède à M. Jean-Robert Tassin, président-directeur général du Palm Beach de 1968 au 22 novembre 1973, date à laquelle il avait démissionné pour raisons personnelles.

PRESSE

Au congrès national de Nantes

Le Syndicat autonome des journalistes à la recherche d'une doctrine

Nantes. — Le Syndicat autonome des journalistes (S.A.J.), à l'issue de son assemblée générale, a tenu son congrès national tenu à Nantes du 4 au 6 juin, à la recherche d'une doctrine.

L'adoption du rapport du président (par 10 voix pour, 4 contre, 10 abstentions) permet d'insister sur le fait que le S.A.J. n'est pas un syndicat de journalistes, mais un syndicat de journalistes à la recherche d'une doctrine.

Dans son long rapport d'analyse générale, M. Louis Lemaire, président du S.A.J., a souligné le fait que le S.A.J. n'est pas un syndicat de journalistes, mais un syndicat de journalistes à la recherche d'une doctrine.

Dans son long rapport d'analyse générale, M. Louis Lemaire, président du S.A.J., a souligné le fait que le S.A.J. n'est pas un syndicat de journalistes, mais un syndicat de journalistes à la recherche d'une doctrine.

Dans son long rapport d'analyse générale, M. Louis Lemaire, président du S.A.J., a souligné le fait que le S.A.J. n'est pas un syndicat de journalistes, mais un syndicat de journalistes à la recherche d'une doctrine.

Dans son long rapport d'analyse générale, M. Louis Lemaire, président du S.A.J., a souligné le fait que le S.A.J. n'est pas un syndicat de journalistes, mais un syndicat de journalistes à la recherche d'une doctrine.

Dans son long rapport d'analyse générale, M. Louis Lemaire, président du S.A.J., a souligné le fait que le S.A.J. n'est pas un syndicat de journalistes, mais un syndicat de journalistes à la recherche d'une doctrine.

Dans son long rapport d'analyse générale, M. Louis Lemaire, président du S.A.J., a souligné le fait que le S.A.J. n'est pas un syndicat de journalistes, mais un syndicat de journalistes à la recherche d'une doctrine.

Dans son long rapport d'analyse générale, M. Louis Lemaire, président du S.A.J., a souligné le fait que le S.A.J. n'est pas un syndicat de journalistes, mais un syndicat de journalistes à la recherche d'une doctrine.

Dans son long rapport d'analyse générale, M. Louis Lemaire, président du S.A.J., a souligné le fait que le S.A.J. n'est pas un syndicat de journalistes, mais un syndicat de journalistes à la recherche d'une doctrine.

Dans son long rapport d'analyse générale, M. Louis Lemaire, président du S.A.J., a souligné le fait que le S.A.J. n'est pas un syndicat de journalistes, mais un syndicat de journalistes à la recherche d'une doctrine.

Dans son long rapport d'analyse générale, M. Louis Lemaire, président du S.A.J., a souligné le fait que le S.A.J. n'est pas un syndicat de journalistes, mais un syndicat de journalistes à la recherche d'une doctrine.

Dans son long rapport d'analyse générale, M. Louis Lemaire, président du S.A.J., a souligné le fait que le S.A.J. n'est pas un syndicat de journalistes, mais un syndicat de journalistes à la recherche d'une doctrine.

Dans son long rapport d'analyse générale, M. Louis Lemaire, président du S.A.J., a souligné le fait que le S.A.J. n'est pas un syndicat de journalistes, mais un syndicat de journalistes à la recherche d'une doctrine.

Le Monde aujourd'hui

En Provence

LA PHARMACIE DU BON DIEU EST OUVERTE

[illegible]

JEAN-PIERRE CASTEL

TROISIÈME AGE

Un «petit vieux» découvre l'université

UN « petit vieux » comme lui en a tant. Malgré un coude, les sourcils toujours en mouvement sur des yeux profondément encaissés, où l'on dirait que toute la vie du corps s'est réfugiée. Timidement, il esquisse dans la vaste et amphi- théâtre de l'université des sciences sociales de Toulouse, où plusieurs centaines de personnalités s'étaient réunies, l'autre lundi, pour un important colloque.

Le petit homme voûté s'est glissé au premier banc qu'il a trouvé, celui de la presse, à proximité de la porte d'entrée. Il a posé avec soin son cahes en toile de jute sous le pupitre, entre ses chausures bien cirées, s'est croisé les bras et a écouté.

On parlait de lui. En tout cas de ses semblables, des centaines de milliers de retraités qui s'interrogeaient sur le sens de leur société, des huit millions de vieillards français de l'an 1980. On parlait des fatigues de la vie moderne, de la pollution atmosphérique, alimentaire, auditive et administrative, des migrations massives de jeunes vers les centres urbains pour y travailler ou y faire des études, privés « les vieux » du soutien affectif, sinon matériel, des enfants.

Am 1. April 1914.

not mince comme une terre sans horizon. Un autre évoquait les drames des couples défilant, le bonheur fragile des retraités qui trouvent, après du conjoint encore en vie, l'après essentiel et souvent même l'apaisement pour ceux qui, au cours de l'existence, ont pu subir des tensions, des souffrances, s'égarer dans la vie. Combien de veuves et de veuves en France ! On démolit les lycées, les scandales d'un système qui ne peut même pas accorder le SMIC aux plus déshérités, aux vingt-cinq pour cent de retraités qui n'ont pas d'entraide ou n'en ont plus, aux seize pour cent de regards impouvris de toutes relations sociales, aux 1 282 000 handicapés de plus de soixante-cinq ans.

Une prodigieuse avidité

Et, soudain, une lueur d'espoir. Quelqu'un citait les grands de l'histoire et de la pensée, les Jacques Maritain, Bertrand Russell, de Gaulle... Un délégué de l'UNESCO s'écriait : « Il ne s'agit pas de donner le pouvoir aux vaincus, mais de ne pas commettre l'erreur de l'enfermer sous eux ».

M. Pierre Vellas, directeur de l'I.U.E.P. (Etudes internationales de l'Université de Paris), parlait à son tour de responsabilités nouvelles pour les personnes âgées dans la société, d'accès au patrimoine culturel, d'enrichissement par l'activité créatrice, de préparation et d'organisation de la retraite.

Le « petit vieux » écoutait. Pendant deux heures il n'a pas bougé. Et puis, brusquement, n'y

tenant plus, il s'est penché vers le journaliste le plus proche pour lui confier avec un accent du cru : « Vous savez, monsieur, c'est la première fois que je tiens dans une université ».

Les mots arrivent difficilement, comme à travers plusieurs filtres de méditation. Un « petit vieux » à l'université ! Quelle merveille ! Quelle découverte ! Que d'enthousiasme élierien dans ce regard contidit ! Que de nostalgie aussinoise !

Regret des années perdues, regret des années perdues, de ce qu'on aurait pu faire, de ce qu'on s'est passé de ce qui a passé.

Mais c'est tout de même la curiosité, une prodigieuse avidité de découvrir, qui comme la dé-membre de ce petit être de quatre-

vingts ans. Comme ses pères — ils étaient plusieurs centaines ce jour-là, disséminés sur les gradins — parmi les médecins, les sociologues, les hauts fonctionnaires internationaux et, bien sûr, quelques étudiants, — il avait répondu à l'appel de M. Vellas, promoteur de cette université du troisième âge qui fête déjà, en ce printemps, son premier anniversaire.

Aujourd'hui, le professeur Vellas dresse un constat de réussite. Un millier de personnes sont inscrites aux cours de cette « université » pas comme les autres — prise en charge exclusivement par les enseignants et le personnel de l'U.E.R. — la première du genre dans le monde et qui attend toujours des milliers

Est-ce un « super-club », comme l'a dit imprudemment — mais quel tollé ensuite ! — un délégué ministériel ? Beaucoup mieux que cela, puisque, pour un droit d'inscription de vingt francs

par an, l'institution est accessible à tout venant, qui veut apprendre ou revivre une nouveauté au contact des réalités de notre temps. Conférences, débats, « tables rondes », colloques animés par des professeurs, des professionnels ou par les retraités eux-mêmes, les activités culturelles sont organisées dans les locaux de l'université des sciences sociales pendant l'absence des étudiants, c'est-à-dire du 15 mai au 30 septembre (période des vacances) et du 30 septembre à la fin octobre. Les thèmes les plus divers sont abordés, devant un public forcément mais disséminé, celui des « amphithéâtres » ordinaires.

Une façon d'affronter la solitude

Il ne s'agit pas seulement de parfaire sa culture mais aussi de donner ou de redonner aux réalités *c* une formation qui leur permette un jour d'être au service de leur quartier *a*, dans une société industrielle où le progrès technique se traduit trop souvent par une création matérialiste de biens ostentatoires. Tenir une bibliothèque municipale, être un agent de diffusion de la culture, assurer les relations sociales dans un hôpital, un organisme de santé ou une œuvre sociale : ce peut être une façon d'affronter mieux la solitude.

L'université du troisième âge se donne aussi pour principal objectif de contribuer à l'élévation du niveau de vie et des conditions de santé des personnes âgées par des recherches systématiques — réparties entre différentes équipes pluridisciplinaires — sur le milieu retenu, ses soucis, ses souhaits — des souhaits si peu souvent formulés. En somme, un travail « sur le *ter* », dont les conclusions sont déjà en voie de publication.

La période d'intersession, de novembre à mai, est consacrée à des activités extérieures, aux bilans de santé, sports, visites commentées, expositions artistiques, séjours touristiques, et surtout à ces fameuses promenades d'« oxygénation » au bord de la Garonne, dont la succès a surpris les organisateurs.

Des privilèges

D'aucuns objecteront sans doute que l'initiative toulousaine est réservée à des retraités privilégiés, disposant de leurs loisirs comme bon leur semble, et surtout capables encore d'emmagasiner de nouvelles connaissances et de se dépenser physiquement. Il n'importe : l'expérience a fait éclore. Les universités de Paris, Caen, Montpellier, Grenoble et Metz-Nancy sont sur le point de créer, elles aussi, des départements

Yerra-t-on bientôt, comme à Toulouse, université relativement peu turbulente, des « étudiants » aux cheveux blancs déambuler dans les couloirs ? Après tout, jeunes et vieux sont faits pour s'entendre : les uns et les autres se sentent-ils pas parfois exclus des circuits de production-consummation ? Être vieux ne signifie pas, d'ailleurs, que l'on manque d'imagination.

JEAN BENOIT.

■ Selon notre correspondant de Vaux, une université de ce genre nouveau va vraisemblablement s'ouvrir dans l'académie de Metz, l'été 1963, à la rentrée prochaine, sous la présidence de M. de Broglie. Elle sera pluridisciplinaire et s'appuiera sur l'université scientifique, littéraire et juridique. Elle sera ouverte à tous les étudiants entre les deux pôles de la métropole Lorraine dans le domaine des activités socio-culturelles, physiques ou de formation professionnelle. Les étudiants étrangers y mais aussi à l'ensemble des inactifs (femmes au foyer et jeunes), l'opération sera financée par le département, les communes, les institutions des publishers, l'éducation nationale, la formation permanente et la jeunesse et les sports. Le 15 septembre 1962, à Metz, à Pont-à-Mousson aura lieu le 13 juin entre des représentants de l'université, de l'ORMEM, de la Lorraine et de certains notables de la région.

Au fil de la semaine

QUITTER Paris à 7 heures du matin, prendre le café à Dakar, arriver à Rio pour déjeuner, retrouver Dakar vers la fin de l'après-midi, quitter Paris à 22 heures et très exactement se rendre au Concord pour permettre cet exploit. Se déplacer pendant des heures à plus de Mach 2, deux fois le vitesse du son, pousser des palinets à 2150 km/l'heure, monter pour cela à 19 000 mètres d'altitude; et s'insérer pourtant dans les contraintes imposées aux avions de ligne, décoller et atterrir à son tour après le Fokker Paris-La Rochelle de Air Inter ou un "fuselage" de Concorde, voler à 18 000 mètres, à 1800 km/h, sur une route aérienne que Concorde ne peut utiliser.

Deux fois plus vite que le son, deux fois plus loin dans le même temps que la plus rapide, le plus moderne des jets, près de 20 000 kilomètres, le moitié de la Terre, en douze heures de vol, beau, le plus brillant, le plus prompt, on le voit, tout le monde le sait, on l'a cassé etc. Un merveilleux jouet, tout clinquant dans la nuit, tout éblouissant, tout merveilleux, tout merveilleux, tout un monde d'un grand luxe : si cher que personne ne peut l'acheter. Si cher qu'il faudrait peut-être renoncer à le construire, en tout cas à l'exploiter dans des conditions raisonnables pour leurs bilans.

Voilà les experts entre leurs données. Les impossibles, n'est-ce pas ? Impossible et ridicule ! Songez donc : selon les perspectives évaluées, établies en 1962, on devrait dépenser en frais d'entretien et de maintenance, à partir de 1970, 10 milliards de dollars, s'élevait déjà 14 milliards. Il y a trois ans à peine, en 1971, le prix auquel il faudrait vendre cette merveilleuse machine — et ce, à l'échelle mondiale — était évalué à 100 milliards de dollars, dix fois le prix ; si définitive qu'aujourd'hui ce prix a tout simplement

De toute façon, un avion trop lourd qui, de ce fait, ne peut guère décoller trois heures et demie à quatre heures de vol sans faire escale pour charger les quelque 80 tonnes de carburant nécessaires. L'absence de pétrole dans les pays du Golfe, et surtout l'absence de la cote du pétrole. Cert, cent dix passagers seulement au tarif de la première classe au moins – et encore, cela ne suffirait pas : abonde, tandis que l'on s'efforce au contrôle, à l'ère du tourisme de masse, de multiplier les passagers, 400, 450, 500 passagers d'un seul coup. D'ailleurs, c'est bien simple, personne n'en veut. Américains, Allemands, Canadiens, Japonais, Belges, tout ont dit non tout à l'heure. Alors, pourquoi s'obstiner, pourquoi ne pas se contenter de faire voler les avions à vide ? C'est ce que l'on s'est efforcé d'arrêter, les frais. Les Anglais, plus réalistes, ne s'opposent-ils pas à le faire ?

Valût le réquisitoire, sévère et partial. Rien n'y manque. Que n'importe-t-il pas ?

La réponse, la vraie réponse, elle est là-haut, en plein ciel, dans cet extraordinaire ciel de très haute altitude, tantôt d'un bleu intense, tantôt, pourrait-on dire — si les mots ne semblaient pas s'annuler, — d'un noir lumineux, ce ciel que seuls quelques pilotes d'essai et les cosmonautes avaient vu et qui sera offert dimanche à M. Jacques Fraai Schmidt et M. Durand.

Ce qu'il y a de remarquable, quand on va à bord de Concordia, c'est qu'il n'y a rien de remarquable. Un aîneau de grande race, dont la puissance et le grâce coupent le souffle, avec les noms de ses deux parrains droitement associés, Air France côté gauche, British Airways côté droit. Mais un avion comme les autres, quasi invisible, à l'exception que les autres, un peu plus agrippés, ont des queues plus compliquées que le becucuc. La même atmosphère ouverte, lumineuse, sécurisante, au son musqué de fond, les hôtes et les stewards qui semblent croire que vous avez jeûné

pendant trois jours avant de monter à bord, le commandant — celui-là se nomme André Turcat — qui vient poliment saluer ses passagers et leur demander si tout va bien pour eux. Parce que, pour lui, tout va toujours bien, très très bien : il pilote la meilleure avion de la meilleure compagnie sur la meilleure ligne.

Tiens ! Le petit tableau rouge aux chiffres mobiles, ou fond de la cabine, indique Mach 0,99, Mach 1, Mach 1,5, Mach 1,8, Mach 2, Mach 2,05... Personne n'a rien entendu ni senti — ce « bang », encore une invention des savants ! — et voilà, c'est déjà fini, vous êtes arrivés. « Nous espérons que vous avez fait un bon voyage et que nous vous reverrons prochainement sur les lignes... »

En quittant Casablanca-02, celui de l'aviopoli Paris-Rio-de-Janeiro-Paris, qui est encore un avion de présaïrie en état d'endurance, on ordine sans comprendre d'inconnus tableaux d'instruments de mesure, armés de cadranx multiples, d'indicateurs mystérieux et de commandes compliquées, servie par des techniciens observés dans l'obscurité. On est en ces moments-là, dans l'air. On est, dans un coin de la carlingue, on aperçoit soudain, pressurisé et rassurant, deux terrasses et une vieille table de poche à fil, surmontée d'un baldaquin pour une centaine d'heures de vol. Chaque minute le contenu des caves d'une station-service. Les avions se succèdent, les passagers, les Responsables, les commandant de bord détiennent une autorité absolue et que les membres d'équipage sont obligés de leur obéir.

CONCORDE OU LA PART DU RÊVE

Page

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Où, ce qui était surprenant, boulevard, dans Concorde, c'est l'heure qu'on s'en fait. Évidemment, cette idée prend appui sur dix heures, à quel sautier que le tour Eiffel éprouve l'heure. Le matin et le « pain de sucre » de Rio-de-Janeiro survient à 13 heures, heure de Paris. Un ministre de l'équipement qui avait le sens de l'humour, M. Pisani, soulevait il y a quelques années ça, bémols, tout transport durerait une heure et demie ; il faudrait ce temps-là, disoit-il, et à peu près le même temps, pour aller en voiture de son domicile à son lieu de travail ou de Paris à Tokyo, indifféremment. Eh bien, nous y sommes ou presque. Et si les embouteillages ne nous empêchent pas de faire le tour de la capitale, au premier parcours le second temps chaque jour davantage se va rapprocher du temps de stoïet uniforme calculé par le ministre fatigué.

[illegible]

Pourquoi ? Parce que Concorde existe et va, c'est un fait. Parce que Concorde, c'est le plus bel avion du monde. Parce que Concorde, c'est un bon produit industriel — qu'il faut encore améliorer, certes — qui incorpore dans sa fabrication une matière première qui n'a pas de prix : la part du rêve.

NO. 1

405

dens témoins de l'absence
son environnement maternel

- [illegible]

20 h. 40, Les espions de l'joyeux moine espion James

- Jacques Chancel reçoit cette semaine Pierre Barouh et sa femme (lundi), Eva et Bernard Sauvat (mardi), il était une fois (mercredi), Pierre Tisserand et Marie-Paule Belle (jeudi), Salvatore Adamo (vendredi), dans son émission « Radiocopie » à 17 h.

TELEVISION : sur les premières, deuxième et troisième chaînes à 19 h. 28.
TELE-MONTE-CARLO : en fin de programme, vers 22 h. 30.
INTER-VARIETES : à 6 h. 25, 7 h. 28, 12 h. 10, 3 h. 28, 29 h. 30.

● FRANCE-MUSIQUE

- [illegible]

Inter-Variables ; 19 h.

- [illegible]

christianisme oriental; S. h. 33,
Service religieux protestant;

- FRANCE-MUSIQUE**
- 7 h., Nos disques sont les vôtres : Paganini, Liszt, Sibelius ; 9 h. (S.), Achard sur le microscop ; 11 h. 15.), En direct de l'hôtel Mémorial d'Opéra 8 Absolu-Prezence, Dimanche musical ; Réclame ! Musique Gremy-Chapuis clavésuite ; Coucarn, Purcell, W. Old, Buxtehude, Scar-

- [illegible]

- # RADIO
- SUD-RADIO :** 8 h., Chansons en musique ; 15 h., Disco-bouffice ; 12 h., Jacques à la carte ; 13 h., Week-end pour vous ; 12 h., Ecoutez pour vous ; 5 h., Week-end classique ; Brest-mb.
- Du dimanche 16 juin**
- FRANCE-INTER :** 8 h., Quartier républicain ; 9 h., Dimanche matin ; 8 h., 30 et 12 h., 14 h., 5 et 19 h., Oreilles en colin ; 20 h., 15, La maison et la plume ; 21 h., 15, La semaine est à vous ; 22 h., 10, Jazz sur scène ; 23 h., 15, 81 en retrait.
- EUROPE 1 :** 6 h., 30, Musique ; 8 h., 30, Pour rire ; 9 h., 30, La meilleure émission de la semaine ;

1 : 3 h. Chaperone en

Du dimanche 16 juin
FRANCE-INTER : 6 h. h. **Quartier**
 rier : 9 h. **Dimanche** : 10 h.
 h. 30 et 12 h. 14 h. 5 et 15 h.
 oreille en colin : 20 h. 15. **La**
 uelle et la plume : 21 h. 15. **La**
 e est à vous : 22 h. 10. **Jazz**
 23 h. 15. **81** on retrans.

EUROPE 1 : 6 h. 30. **Musique** :
 h. 30. **Pour rire** : 0 h. 30. **La**
 eilleure émission de la semaine :

h. Dimanche-retour : 23 h. 30, Musique-jazz.

R.T.I. : 9 h. Sport ou encore 15 h. 15, Francis Leandre ; 15 h. 30, Bernard Schn ; 17 h. Variétés et pop music ; 20 h. 30, Classique ; 1 h. Grand orchestre.

RADIO - MONTE-CARLO : 6 h. Marielle Askan ; 10 h. Julien Leandre ; 14 h. Tour de chant ; 15 h. Monte-Carlo sports ; 20 h. 10, Musique sans frontières.

SUD-RADIO : 6 h. Bon dimanche ; 7 h. Le Samedi & Philippe ; 12 h. 15, 13 h. Au rythme des états ; 14 h. 15, 15 h. 30, 16 h. 30, 17 h. 30, 18 h. 30, 19 h. 30, 20 h. 30, 21 h. 30, 22 h. 30, 23 h. 30, 24 h. 30, 25 h. 30, 26 h. 30, 27 h. 30, 28 h. 30, 29 h. 30, 30 h. 30, 31 h. 30, 32 h. 30, 33 h. 30, 34 h. 30, 35 h. 30, 36 h. 30, 37 h. 30, 38 h. 30, 39 h. 30, 40 h. 30, 41 h. 30, 42 h. 30, 43 h. 30, 44 h. 30, 45 h. 30, 46 h. 30, 47 h. 30, 48 h. 30, 49 h. 30, 50 h. 30, 51 h. 30, 52 h. 30, 53 h. 30, 54 h. 30, 55 h. 30, 56 h. 30, 57 h. 30, 58 h. 30, 59 h. 30, 60 h. 30, 61 h. 30, 62 h. 30, 63 h. 30, 64 h. 30, 65 h. 30, 66 h. 30, 67 h. 30, 68 h. 30, 69 h. 30, 70 h. 30, 71 h. 30, 72 h. 30, 73 h. 30, 74 h. 30, 75 h. 30, 76 h. 30, 77 h. 30, 78 h. 30, 79 h. 30, 80 h. 30, 81 h. 30, 82 h. 30, 83 h. 30, 84 h. 30, 85 h. 30, 86 h. 30, 87 h. 30, 88 h. 30, 89 h. 30, 90 h. 30, 91 h. 30, 92 h. 30, 93 h. 30, 94 h. 30, 95 h. 30, 96 h. 30, 97 h. 30, 98 h. 30, 99 h. 30, 100 h. 30, 101 h. 30, 102 h. 30, 103 h. 30, 104 h. 30, 105 h. 30, 106 h. 30, 107 h. 30, 108 h. 30, 109 h. 30, 110 h. 30, 111 h. 30, 112 h. 30, 113 h. 30, 114 h. 30, 115 h. 30, 116 h. 30, 117 h. 30, 118 h. 30, 119 h. 30, 120 h. 30, 121 h. 30, 122 h. 30, 123 h. 30, 124 h. 30, 125 h. 30, 126 h. 30, 127 h. 30, 128 h. 30, 129 h. 30, 130 h. 30, 131 h. 30, 132 h. 30, 133 h. 30, 134 h. 30, 135 h. 30, 136 h. 30, 137 h. 30, 138 h. 30, 139 h. 30, 140 h. 30, 141 h. 30, 142 h. 30, 143 h. 30, 144 h. 30, 145 h. 30, 146 h. 30, 147 h. 30, 148 h. 30, 149 h. 30, 150 h. 30, 151 h. 30, 152 h. 30, 153 h. 30, 154 h. 30, 155 h. 30, 156 h. 30, 157 h. 30, 158 h. 30, 159 h. 30, 160 h. 30, 161 h. 30, 162 h. 30, 163 h. 30, 164 h. 30, 165 h. 30, 166 h. 30, 167 h. 30, 168 h. 30, 169 h. 30, 170 h. 30, 171 h. 30, 172 h. 30, 173 h. 30, 174 h. 30, 175 h. 30, 176 h. 30, 177 h. 30, 178 h. 30, 179 h. 30, 180 h. 30, 181 h. 30, 182 h. 30, 183 h. 30, 184 h. 30, 185 h. 30, 186 h. 30, 187 h. 30, 188 h. 30, 189 h. 30, 190 h. 30, 191 h. 30, 192 h. 30, 193 h. 30, 194 h. 30, 195 h. 30, 196 h. 30, 197 h. 30, 198 h. 30, 199 h. 30, 200 h. 30, 201 h. 30, 202 h. 30, 203 h. 30, 204 h. 30, 205 h. 30, 206 h. 30, 207 h. 30, 208 h. 30, 209 h. 30, 210 h. 30, 211 h. 30, 212 h. 30, 213 h. 30, 214 h. 30, 215 h. 30, 216 h. 30, 217 h. 30, 218 h. 30, 219 h. 30, 220 h. 30, 221 h. 30, 222 h. 30, 223 h. 30, 224 h. 30, 225 h. 30, 226 h. 30, 227 h. 30, 228 h. 30, 229 h. 30, 230 h. 30, 231 h. 30, 232 h. 30, 233 h. 30, 234 h. 30, 235 h. 30, 236 h. 30, 237 h. 30, 238 h. 30, 239 h. 30, 240 h. 30, 241 h. 30, 242 h. 30, 243 h. 30, 244 h. 30, 245 h. 30, 246 h. 30, 247 h. 30, 248 h. 30, 249 h. 30, 250 h. 30, 251 h. 30, 252 h. 30, 253 h. 30, 254 h. 30, 255 h. 30, 256 h. 30, 257 h. 30, 258 h. 30, 259 h. 30, 260 h. 30, 261 h. 30, 262 h. 30, 263 h. 30, 264 h. 30, 265 h. 30, 266 h. 30, 267 h. 30, 268 h. 30, 269 h. 30, 270 h. 30, 271 h. 30, 272 h. 30, 273 h. 30, 274 h. 30, 275 h. 30, 276 h. 30, 277 h. 30, 278 h. 30, 279 h. 30, 280 h. 30, 281 h. 30, 282 h. 30, 283 h. 30, 284 h. 30, 285 h. 30, 286 h. 30, 287 h. 30, 288 h. 30, 289 h. 30, 290 h. 30, 291 h. 30, 292 h. 30, 293 h. 30, 294 h. 30, 295 h. 30, 296 h. 30, 297 h. 30, 298 h. 30, 299 h. 30, 300 h. 30, 301 h. 30, 302 h. 30, 303 h. 30, 304 h. 30, 305 h. 30, 306 h. 30, 307 h. 30, 308 h. 30, 309 h. 30, 310 h. 30, 311 h. 30, 312 h. 30, 313 h. 30, 314 h. 30, 315 h. 30, 316 h. 30, 317 h. 30, 318 h. 30, 319 h. 30, 320 h. 30, 321 h. 30, 322 h. 30, 323 h. 30, 324 h. 30, 325 h. 30, 326 h. 30, 327 h. 30, 328 h. 30, 329 h. 30, 330 h. 30, 331 h. 30, 332 h. 30, 333 h. 30, 334 h. 30, 335 h. 30, 336 h. 30, 337 h. 30, 338 h. 30, 339 h. 30, 340 h. 30, 341 h. 30, 342 h. 30, 343 h. 30, 344 h. 30, 345 h. 30, 346 h. 30, 347 h. 30, 348 h. 30, 349 h. 30, 350 h. 30, 351 h. 30, 352 h. 30, 353 h. 30, 354 h. 30, 355 h. 30, 356 h. 30, 357 h. 30, 358 h. 30, 359 h. 30, 360 h. 30, 361 h. 30, 362 h. 30, 363 h. 30, 364 h. 30, 365 h. 30, 366 h. 30, 367 h. 30, 368 h. 30, 369 h. 30, 370 h. 30, 371 h. 30, 372 h. 30, 373 h. 30, 374 h. 30, 375 h. 30, 376 h. 30, 377 h. 30, 378 h. 30, 379 h. 30, 380 h. 30, 381 h. 30, 382 h. 30, 383 h. 30, 384 h. 30, 385 h. 30, 386 h. 30, 387 h. 30, 388 h. 30, 389 h. 30, 390 h. 30, 391 h. 30, 392 h. 30, 393 h. 30, 394 h. 30, 395 h. 30, 396 h. 30, 397 h. 30, 398 h. 30, 399 h. 30, 400 h. 30, 401 h. 30, 402 h. 30, 403 h. 30, 404 h. 30, 405 h. 30, 406 h. 30, 407 h. 30, 408 h. 30, 409 h. 30, 410 h. 30, 411 h. 30,

صَبْرًا مِنَ الْإِعْلَالِ

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SALAIRES

La cote des cadres

L'enquête annuelle sur les salaires des cadres qui paraît dans un numéro spécial de la revue "L'Expansion" se présente de plus en plus comme une véritable bible pour les cadres (1). Sur un marché assez animé, mais très sélectif, on constate une flambée de salaires pour les cadres d'encadrement et une légère baisse dans l'industrie. Les ingénieurs de production restent très demandés et les cadres de hauts postes (les cadres de hauts postes) ne sont pas de moins de 10 à 15 % de plus que ceux de l'industrie.

On note aussi un effacement des cadres de l'industrie et de l'industrie. Les cadres de l'industrie et de l'industrie ne sont pas de moins de 10 à 15 % de plus que ceux de l'industrie.

La cote des cadres

On note aussi un effacement des cadres de l'industrie et de l'industrie. Les cadres de l'industrie et de l'industrie ne sont pas de moins de 10 à 15 % de plus que ceux de l'industrie.

LA FERMETURE DE L'USINE GRINGOIRE A MANTES-LA-VILLE ENTRAÎNERA 246 LICENCIEMENTS

La direction de Gringoire, filiale de la société américaine Pillsbury-Milla, vient de décider de fermer à la fin de juillet la fabrique de biscuits située à Mantes-la-Ville (Yvelines). Les responsables de la firme arguent qu'il y a eu un déficit de 2,5 millions de francs et préparent qu'ils cherchent aussi à sauver l'usine de Plaisir (Yvelines), ainsi que la biscuiterie Biscuits.

EMPLOI

La direction de Chrysler-France s'engage à reclasser dans d'autres sociétés 684 ouvriers et employés

À l'issue du comité central d'entreprise réuni le 7 juin, la direction de Chrysler-France a annoncé qu'elle renouvait aux six cent quatre-vingt-quatre licenciements prévus et dont elle avait informé les syndicats le 27 mai. Les licenciements touchés par les mesures d'alignement des effectifs, précise-t-elle dans un communiqué, indiquent les noms des salariés licenciés (vingt-cinq cadres et cent quatre-vingt-quatre employés) bénéficieront des indemnités normales de licenciement et de leur départ sera subordonné à leur accord formel. Les comités d'entreprise de Poissy et de Paris sont convoqués le lundi 10 juin.

« Porte ouverte »
Voici un conflit exemplaire. Grâce aux efforts de tous, le mal est conjuré, chacun se félicite, la concorde est revenue. La direction de Chrysler, y compris les représentants des salariés, a accepté les propositions d'alignement des effectifs. Les licenciements ont été évités. Les salariés ont été reclassés dans d'autres sociétés. Les licenciements ont été évités. Les salariés ont été reclassés dans d'autres sociétés.

SYNDICATS

M. CHIRAC RECEVRA LES CENTRALES AVANT LE 19 JUIN MAIS NE VERRA PAS LA C.F.T.

Les organisations syndicales se sont réunies le 18 juin par M. Chirac, en présence du ministre du Travail, et de la direction de l'Économie. Les syndicats ont été reçus avant le 19 juin, mais ne verront pas la C.F.T. Les syndicats ont été reçus avant le 19 juin, mais ne verront pas la C.F.T.

● Pourrait de la grève des techniciens de l'aviation, dont les quatre cent cinquante salariés ont cessé le travail le 17 mai (le Monde du 30 mai). La direction, qui a fait de nouvelles propositions sur les salaires, maintient toujours le licenciement d'un ouvrier dont les syndicats C.G.T. et C.F.T. ont refusé la réintégration. (Corresp.)

● À l'usine des Popelines de Limoux, à Salles-sur-Vienne (Haute-Vienne), les cent trente ouvriers et employés se sont mis en grève jusqu'à lundi matin 10 juin. Cette décision a été prise d'approuver les revendications des cadres de l'entreprise qui réclament un qualification supplémentaire se traduisant par une augmentation de salaire de 4 %.

● Licenciements chez Zenthof (production de carburateurs pour l'aviation) à Rochefort-Midière (Loire). Cette filiale du groupe Soler, qui emploie deux cent cinquante salariés, a décidé de se séparer d'une vingtaine de salariés à la suite de difficultés qui, selon la direction, pourraient conduire à la fermeture de la société.

DEMANDES D'EMPLOI	6,00
OFFRES D'EMPLOI	27,00
REPRÉSENTAT. : Demandes	13,00
Offres	27,00
Offres d'emploi "Piscards Encadrés" (2000)	13,00
minimum 15 lignes de hauteur	35,00

La ligne La ligne T.C.	6,00
OFFRES D'EMPLOI	27,00
REPRÉSENTAT. : Demandes	13,00
Offres	27,00
Offres d'emploi "Piscards Encadrés" (2000)	13,00
minimum 15 lignes de hauteur	35,00

ANNONCES CLASSÉES

LABORATOIRES DE COSMÉTOLOGIE
YVES ROCHER
au capital de 33.666.136 francs
recherche pour toute la GALLIE
de la GALLIE

AGENT TECHNIQUE (A.T.2)
avant bonne connaissance technique
de distillation sous vide
Entrée avec références et attestations aux
Laboratoires de Cosmétique YVES ROCHER.
SUI LA GALLIE.

LABORATOIRES DE COSMÉTOLOGIE
YVES ROCHER
au capital de 33.666.136 francs
recherche pour toute la GALLIE
de la GALLIE

UN AGENT DE BUREAU D'ÉTUDES
Formation Bac Technicien de l'Industrie
Bac Technicien de l'Industrie de l'Industrie
Adaptation à l'industrie et à l'industrie
Entrée avec références et attestations aux
Laboratoires de Cosmétique YVES ROCHER.
SUI LA GALLIE.

offres d'emploi

LABORATOIRES DE COSMÉTOLOGIE
YVES ROCHER
au capital de 33.666.136 francs
recherche pour toute la GALLIE
de la GALLIE

AGENT TECHNIQUE (A.T.2)
avant bonne connaissance technique
de distillation sous vide
Entrée avec références et attestations aux
Laboratoires de Cosmétique YVES ROCHER.
SUI LA GALLIE.

LABORATOIRES DE COSMÉTOLOGIE
YVES ROCHER
au capital de 33.666.136 francs
recherche pour toute la GALLIE
de la GALLIE

UN AGENT DE BUREAU D'ÉTUDES
Formation Bac Technicien de l'Industrie
Bac Technicien de l'Industrie de l'Industrie
Adaptation à l'industrie et à l'industrie
Entrée avec références et attestations aux
Laboratoires de Cosmétique YVES ROCHER.
SUI LA GALLIE.

L'immobilier exclusivité

appartements vente

APARTEMENTS GRAND STANDING
DANS UN PARC DE 4 HA
AU PIED DU PAYSAN
DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
4 pièces 101 m² + balcon 17 m²
6 pièces 144 m² + balcon 21 m²
répartis dans dix petits immeubles
de deux étages avec
résidence de la GALLIE ROYALE
C.D. 101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2

LA VIE ÉCONOMIQUE

LE DOLLAR ET LA RÉFORME MONÉTAIRE

COLLOQUES ET CONGRÈS

Au symposium sur l'énergie et les matières premières
Le dialogue s'avère fort difficile entre producteurs et consommateurs de pétrole

Coopération internationale, dialogue entre les nations. Ces mots ont été très souvent repris par les différents orateurs qui se sont exprimés pendant deux jours à Paris au premier symposium sur l'énergie et les matières premières. C'est évident que les nations ont une responsabilité commune dans la crise internationale du pétrole et des autres matières premières et qu'elles doivent trouver des solutions communes.

Même au niveau verbal, le dialogue ne s'avère pas facile. On en a eu la preuve vendredi matin lorsque se sont exprimés successivement les représentants américains, qui passe pour un des principaux conseillers de M. Kissinger, M. Kline, secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), M. Simon, président de la Commission des Communautés européennes chargée notamment des problèmes énergétiques. Mais ce fut sans doute aussi l'un des moments les plus intéressants de ce colloque. Vendredi, en effet, la première fois que des représentants des pays producteurs et consommateurs de pétrole s'affrontaient publiquement.

Pour M. Levy, la cause est entendue. Sans doute les États producteurs ont-ils le droit d'exercer leur souveraineté sur les ressources de leur sous-sol. Mais il ne devrait pas aller jusqu'à vouloir contrôler les flux. Comment évaluer dans ces conditions le rôle des producteurs de pétrole ? Comment évaluer dans ces conditions le rôle des consommateurs de pétrole ? Comment évaluer dans ces conditions le rôle des nations ? Comment évaluer dans ces conditions le rôle des nations ?

« Le monde de la morale »
Répondant de son côté à M. Kline, qui avait exposé les positions bien connues de l'OPEP en matière de coopération internationale, M. Simonnet lui a répondu qu'il était en substance, que les pays producteurs cherchent à contrôler leurs ressources. Mais l'observateur qui a habilement commenté son intervention sur la morale et de l'intérêt supérieur de l'humanité, a dit que le monde de la morale est un monde où l'on peut tout faire.

BANQUES

DES ÉTABLISSEMENTS DANS LES GARES BRITANNIQUES

La banque britannique First National Finance Corporation vient d'ouvrir à la gare de Liverpool Street, à Londres, la première des guichets « railbanks » qu'elle projette de créer.

Ces établissements seront situés dans les principales gares de Londres et de la province. Ouverts tous les jours, de 9 heures à 20 heures, ils offriront des services de prêt, de dépôt, de crédit, de change et de gestion de comptes courants.

Affaires
● **SPILL INTEREST** A L'ÉVALUATION DES RÉSERVES. La société pétrolière Shell vient de prendre une participation de 20 % dans une grande entreprise américaine de pétrole, la Spill Interests, spécialisée dans l'évaluation des réserves. (A.F.P.)

● **LA REDOUTE D'UN DÉCROCHAGE** DES MARCHÉS. Les investisseurs ont peur d'un décrochage des marchés financiers. Les investisseurs ont peur d'un décrochage des marchés financiers. Les investisseurs ont peur d'un décrochage des marchés financiers.

Dans un précédent article, (« Le Monde » du 8 juin), François Perroux a expliqué comment le monde occidental s'est adapté à l'« état d'urgence » imposé par la crise pétrolière. Mais il a souligné que ce n'est pas tout. Il faut aussi adapter le monde occidental à la crise monétaire.

L'asymétrie entre États-Unis et Europe, permanente depuis la fin de la dernière guerre, et qui s'est accentuée depuis, est le résultat de la pratique du flottement monétaire. Le flottement monétaire a permis aux États-Unis de maintenir une position dominante dans le monde. Mais il a aussi permis à l'Europe de se développer.

Le débat entre changes flexibles et parités fixes offre un intérêt théorique. Si les changes étaient sans défaut, il y aurait un monde idéal. Mais il n'y a pas de monde idéal.

Quels ajustements ?
Selon le rapport, il serait peut-être préférable de maintenir les parités fixes. Mais il serait peut-être préférable de maintenir les parités fixes.

La distinction doctrinaire entre le bon et le mauvais flottement est une distinction doctrinaire. Elle est une distinction doctrinaire. Elle est une distinction doctrinaire.

● **Le Japon veut réviser sa politique pétrolière.** — Le comité de la politique pétrolière japonaise a décidé de réviser sa politique pétrolière. Le comité de la politique pétrolière japonaise a décidé de réviser sa politique pétrolière.

Faits et chiffres
● **LA PRODUCTION D'ÉNERGIE EN ALLEMAGNE.** — La production d'énergie en Allemagne a augmenté de 10 % en 1973. La production d'énergie en Allemagne a augmenté de 10 % en 1973.

● **LA PRODUCTION D'ÉNERGIE EN FRANCE.** — La production d'énergie en France a augmenté de 10 % en 1973. La production d'énergie en France a augmenté de 10 % en 1973.

II. — Corriger l'asymétrie occidentale

Par FRANÇOIS PERROUX

Les peuples du monde ne sont pas égaux. Ils ne le seront jamais. Mais ils peuvent être plus égaux. Ils peuvent être plus égaux. Ils peuvent être plus égaux.

Mettre fin au « pompage »
Ce rôle n'est pas une vocation. Ce rôle n'est pas une vocation. Ce rôle n'est pas une vocation.

La situation mondiale est grave. La situation mondiale est grave. La situation mondiale est grave. La situation mondiale est grave.

● **LA PRODUCTION D'ÉNERGIE EN ALLEMAGNE.** — La production d'énergie en Allemagne a augmenté de 10 % en 1973. La production d'énergie en Allemagne a augmenté de 10 % en 1973.

● **LA PRODUCTION D'ÉNERGIE EN FRANCE.** — La production d'énergie en France a augmenté de 10 % en 1973. La production d'énergie en France a augmenté de 10 % en 1973.

Monnaies
● **HAUSSE DU « PRIME RATE » AUX ÉTATS-UNIS.** — La Federal Reserve Bank a décidé d'augmenter le « prime rate » de 1/8 % à 11,25 %. Cette décision a été prise pour lutter contre l'inflation.

● **LE SYNDICAT NATIONAL DES PÂTISSERS FRANÇAIS.** — Le syndicat national des pâtissiers français a décidé d'augmenter ses cotisations.

Recul du dollar et du franc

[illegible]

posité s'est l'argent on

Tableau mensuel des titres à

COURS DU 7 JUIN 1974

VALEURS	% de diff.	% de diff.	VALEURS	% de diff.	% de diff.	VALEURS	% de diff.	% de diff.
% parpauv.	83	505	85	505	85	CHAM. FRANCE :		
% cat. 12-60	77	40	76	40	76	1/2 % 1981-82	81	81
1/2 % 1981-82	81	81	81	81	81	1/4 % 1982-83	81	81
1/2 % 1982-83	81	81	81	81	81	1/4 % 1983-84	81	81
1/2 % 1983-84	81	81	81	81	81	1/4 % 1984-85	81	81
1/2 % 1984-85	81	81	81	81	81	1/4 % 1985-86	81	81
1/2 % 1985-86	81	81	81	81	81	1/4 % 1986-87	81	81
1/2 % 1986-87	81	81	81	81	81	1/4 % 1987-88	81	81
1/2 % 1987-88	81	81	81	81	81	1/4 % 1988-89	81	81
1/2 % 1988-89	81	81	81	81	81	1/4 % 1989-90	81	81
1/2 % 1989-90	81	81	81	81	81	1/4 % 1990-91	81	81
1/2 % 1990-91	81	81	81	81	81	1/4 % 1991-92	81	81
1/2 % 1991-92	81	81	81	81	81	1/4 % 1992-93	81	81
1/2 % 1992-93	81	81	81	81	81	1/4 % 1993-94	81	81
1/2 % 1993-94	81	81	81	81	81	1/4 % 1994-95	81	81
1/2 % 1994-95	81	81	81	81	81	1/4 % 1995-96	81	81
1/2 % 1995-96	81	81	81	81	81	1/4 % 1996-97	81	81
1/2 % 1996-97	81	81	81	81	81	1/4 % 1997-98	81	81
1/2 % 1997-98	81	81	81	81	81	1/4 % 1998-99	81	81
1/2 % 1998-99	81	81	81	81	81	1/4 % 1999-00	81	81
1/2 % 1999-00	81	81	81	81	81	1/4 % 2000-01	81	81
1/2 % 2000-01	81	81	81	81	81	1/4 % 2001-02	81	81
1/2 % 2001-02	81	81	81	81	81	1/4 % 2002-03	81	81
1/2 % 2002-03	81	81	81	81	81	1/4 % 2003-04	81	81
1/2 % 2003-04	81	81	81	81	81	1/4 % 2004-05	81	81
1/2 % 2004-05	81	81	81	81	81	1/4 % 2005-06	81	81
1/2 % 2005-06	81	81	81	81	81	1/4 % 2006-07	81	81
1/2 % 2006-07	81	81	81	81	81	1/4 % 2007-08	81	81
1/2 % 2007-08	81	81	81	81	81	1/4 % 2008-09	81	81
1/2 % 2008-09	81	81	81	81	81	1/4 % 2009-10	81	81
1/2 % 2009-10	81	81	81	81	81	1/4 % 2010-11	81	81
1/2 % 2010-11	81	81	81	81	81	1/4 % 2011-12	81	81
1/2 % 2011-12	81	81	81	81	81	1/4 % 2012-13	81	81
1/2 % 2012-13	81	81	81	81	81	1/4 % 2013-14	81	81
1/2 % 2013-14	81	81	81	81	81	1/4 % 2014-15	81	81
1/2 % 2014-15	81	81	81	81	81	1/4 % 2015-16	81	81
1/2 % 2015-16	81	81	81	81	81	1/4 % 2016-17	81	81
1/2 % 2016-17	81	81	81	81	81	1/4 % 2017-18	81	81
1/2 % 2017-18	81	81	81	81	81	1/4 % 2018-19	81	81
1/2 % 2018-19	81	81	81	81	81	1/4 % 2019-20	81	81
1/2 % 2019-20	81	81	81	81	81	1/4 % 2020-21	81	81
1/2 % 2020-21	81	81	81	81	81	1/4 % 2021-22	81	81
1/2 % 2021-22	81	81	81	81	81	1/4 % 2022-23	81	81
1/2 % 2022-23	81	81	81	81	81	1/4 % 2023-24	81	81
1/2 % 2023-24	81	81	81	81	81	1/4 % 2024-25	81	81
1/2 % 2024-								

Hausse des métaux et du sucre

Le redressement est dû essentiellement au rajeunissement de la

du 7 juin 1974

CFRÉALES. — Chicago (en cents par	Goodyear	16 3/8	11 1/2
botissau): 316 juillet 355 (352), sep-	L.R.M.	218 1/2	228 1/4
tembre 370 (358); mais juillet 218	L.T.T.	21 7/8	21 7/8
(267), septembre 263 (255).	Kennecott	33 3/4	35 5/8
	Moët O.H.	41 1/2	44 3/4
	Placer	35 1/4	39
	Schlumberger	99 3/4	100
	Tanco	25 3/4	26 3/8
	U.A.I. Inc.	27 1/8	28 1/8
	United Carbide	48	42 1/2
	U.S. Steel	41 1/8	41 7/8
	Westinghouse	15 1/8	15 1/8

l'assessant

	31 mai Cours	7 juin Cours
bed	4 250	4 800
sur. des Mises ..	2 560	2 600
ck. Onctree	1 312	1 266
ctrobel	\$ 120	6 170
ambert	2 320	2 371

31 mai

	Cours	Cours
bed	4 250	4 800
sur. des Mieux	2 500	2 600
ak. Onree	1 272	1 268
etrolael	5 120	6 170
ambert	2 320	2 371
rofina	5 968	5 700
vaert	1 375	1 382
tiété générale	2 600	2 625
lon minire	1 400	

Roussel-Uclaf conservera La nouvelle entreprise, qui

Société Générale de Travaux Publics, A. D.

ALLEMAGNE

1.55) fonds d'Etat. 58.18 (contre 57.77).	Suisse	2 310	2 300
	O.R. Suisse	2 340	1 650
	Cours 31 mai	Cours 7 juin	
Swissair	146	154	
Swissair Petroleum	458	482	
Swissair	188	190	
Swissair	106	96	
Swissair	263	249	
Swissair	1 100	1 788	

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	COURS	COURS
--	-------	-------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

[illegible]

SOCIÉTÉ NATIONALE GAZ

INDEX 1

N° 154/HM

— **CONTRACT** lance un appel d'offres international pour la fourniture de différents fils et câbles

Les offres devant parvenir sous double enveloppe scellée, l'enveloppe extérieure devra porter la mention
« Soumission à ne pas ouvrir »

Appel d'offres international n° 154/HM
câbles téléphoniques.

La date limite de réception des offres est fixée au juillet 1974.

